

## Ordre du jour

1. Communications
2. Rôle des affaires de la Chambre
3. Composition des commissions parlementaires
4. Débat sur la politique européenne et étrangère

Au banc du Gouvernement se trouve M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre.

*(Début de la séance publique à 14.33 heures)*

**M. le Président.** - D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

*(Négation)*

### 1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5517** - Projet de loi portant réglementation de l'activité d'assistance parentale

Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 17.11.2005

2. **5518** - Projet de loi portant 1. transposition de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en oeuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique; 2. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 3. modification des articles 8 et 13 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 4. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 22.11.2005

3. **5519** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la Mission d'assistance frontalière de l'Union européenne (EU BAM) à Rafah

Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 22.11.2005

3) Par lettre du 18 novembre 2006 Monsieur Félix Braz a informé le Président de la Chambre des Députés qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la politique nationale pour la promotion du trafic cycliste.

4) Par lettre du 24 novembre 2005 Monsieur Emile Calmes l'a informé qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de sa politique de gestion et de distribution de l'eau.

5) Dr Martine Stein-Mergen, Députée, Vice-Présidente de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et M. Jacques-Yves Henckes, Député, Membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ont représenté la Chambre des Députés à la session extraordinaire de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (APEM), qui s'est tenue du 20 au 21 novembre 2005 à Rabat (Maroc).

Les travaux de l'APEM ont traité diverses questions liées au Processus de Barcelone, notamment les partenariats avec les pays méditerranéens, la nouvelle Politique européenne de voisinage et les perspectives d'intégration régionale.

Sur le plan politique le processus de création d'un État palestinien viable a été débattu par les trois commissions de l'APEM. La lutte contre le terrorisme et le combat contre la grippe aviaire ont également été discutés.

L'Assemblée recommande notamment une «alliance des civilisations», la mise en œuvre des clauses de non-prolifération des armes de destruction massive et l'adhésion aux conventions et protocoles des Nations Unies relatifs aux droits de la femme et aux droits civils et politiques.

Sur le plan économique, la libéralisation des services et les échanges dans le secteur agricole figuraient à l'ordre du jour tout comme les conditions de la création d'un réseau euro-méditerranéen de l'énergie et le développement des infrastructures de transport dans la région. L'Assemblée a également étudié les actions requises pour dépolluer la mer Méditerranéenne et les mesures nécessaires pour réduire la fuite des cerveaux. Les conclusions de ces travaux vont être transmises au sommet des chefs d'État et de gouvernement qui se tiendra à Barcelone en fin de semaine, les 27 et 28 novembre.

M. Abdelwahed Radi, Président du Parlement marocain, a souligné la priorité à accorder à la question des migrations illégales et au respect des droits des migrants légaux.

M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen et Président en exercice de l'Assemblée, a tenu une allocution à Rabat devant les délégués de l'APEM. Il a souligné que du point de vue économique, le fossé qui sépare les pays continue de se creuser, et que les investissements étrangers nécessaires pour créer des richesses présupposent la mise en œuvre d'une politique de bonne gouvernance. Il a poursuivi en précisant aux participants que le renforcement de la démocratie reste le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme.

Mme Viviane Reding, Commissaire Européen (Société de l'information et médias) a évoqué le Sommet mondial sur la Société de l'Information et a mis en avant l'importance des technologies de la communication comme vecteur de développement. L'Union européenne est inquiète de l'insuffisance des progrès sur la question dans certains pays de la région. Les atteintes à la liberté d'expression, y compris l'accès à Internet, et les entraves à l'activité d'organisations des droits de l'Homme ne sont pas acceptables. La Commission européenne est prête à aider les États du Sud de la Méditerranée à réussir leur réforme politique. Les accords d'association ont été complétés par une plus grande libéralisation des échanges de produits agricoles, en tenant compte des sensibilités de tel ou tel secteur et en l'accompagnant de mesures de développement rural.

6) Les célébrations du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration de Barcelone ont été entamées les 25 et 26 novembre 2005 par la 5<sup>e</sup> Conférence des Présidents des Parlements euro-méditerranéens. À la veille du Sommet de Barcelone, environ quarante Présidents de Parlement se sont réunis au siège du Parlement de la Catalogne à Barcelone. Le Grand-Duché de Luxembourg a été représenté par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. SAR le Prince des Asturies a inauguré la conférence.

Les réunions se concentraient essentiellement sur le bilan des dix dernières années et les perspectives du partenariat euro-méditerranéen. Les différents intervenants ont relevé que le parcours de cette décennie n'avait pas toujours été facile. Mais de nombreux progrès ont été réalisés, une nouvelle dynamique s'est développée, surtout au niveau des pays de la rive sud de la Méditerranée.

Cependant les efforts ne suffisent pas encore, le processus n'a pas satisfait tous les espoirs, les réalisations ne sont pas à la hauteur des attentes. D'aucuns ont souligné que «nous aurions pu faire davantage». Les interlocuteurs ont affirmé que le conflit israélo-palestinien a largement bloqué l'évolution du partenariat euro-méditerranéen, surtout en ce qui concerne la sécurité et la stabilité de la région.

«L'écart de développement entre les pays du Sud et ceux de l'Union européenne demeure considérable», selon le représentant du Parlement tunisien, et ce «aussi bien au niveau économique que social ou technologique.» Comme l'a souligné le Président du Parlement européen et Président de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne, M. Josep Borrell Fontelles, «l'Europe a plus regardé l'Est que le Sud au cours des dix dernières années». Dans les dix prochaines années, le développement devra par conséquent être beaucoup plus intensif. La volonté des parlementaires d'inciter leurs gouvernements à s'impliquer encore davantage dans cette direction a été renouvelée.

En marge de la Conférence, M. Lucien Weiler a rencontré le Président de l'Assemblée nationale de la Bulgarie, M. Georgi Pirinski, afin de faire le point sur la situation dans ce pays candidat. M. Pirinski a assuré que son pays met tout en œuvre afin d'accélérer les préparatifs en vue de l'adhésion à l'Union européenne prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Le Président de la Chambre des Députés a en outre eu des entrevues bilatérales avec les Présidents des Parlements d'Espagne, de la Finlande, de Turquie, des Pays-Bas et de la Syrie ainsi qu'avec le Président du Parlement européen.

7) Par lettre 22 novembre 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 12 au 13 octobre 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Suisse relatif aux critères et mécanismes de détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans un État membre ou en Suisse;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne de l'accord entre l'Union européenne, la Com-

munauté européenne et la Confédération suisse sur l'association de cette dernière à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen;

- résolution du Parlement européen sur les perspectives des relations commerciales entre l'Union européenne et la Chine;

- résolution du Parlement européen sur l'Iran;

- résolution du Parlement européen sur l'éducation, pierre angulaire du processus de Lisbonne;

- résolution du Parlement européen sur l'intégration des immigrés en Europe grâce à des écoles et un enseignement plurilingues, et

- résolution du Parlement européen sur les femmes et la pauvreté dans l'Union européenne.

### 2. Rôle des affaires de la Chambre

An hire Réunioun vum 23. a vum 30. November huet d'Presidentekonferenz proposéiert, folgend Projekte vum Rôle ze sträichen:

1) de Projet de loi 5027 iwwert d'Handhabung vu geféierleche Substanzen;

2) de Projet de loi 5111 iwwert de Statut vun de Gemengebeamten;

3) d'Proposition de loi 5074 iwwert de Sekurismus, an

4) d'Projets de loi 5248 an 5249, d'Transpositioun vun europäeschen Direktiven iwwert d'Gläichberechtigung um Aarbechtsmaart.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou décidéiert.

Aus administrative Grënn goufen dann och eng Rei Questions parlementaires aus de vieregte Legislature vum Rôle gestrach, déi bis dato ouni Äntwert bloufen. Et steet den Auteure fräi, dës Froen, déi am Compte rendu publizéiert ginn, nei anzereeche.

### 3. Composition des commissions parlementaires

Op Ufro vun der Fraktioun vun deene Grënge schléit d'Presidentekonferenz eng Ännerung vir wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ubelaangt. Fir de Volet Sécurité sociale gëtt den Här François Bausch duerch den Här Félix Braz ersat.

Ass d'Chamber domadder averstan?

*(Assentiment)*

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Ordre du jour vun haut de Mëtten. D'Chamber debattéiert iwwert d'Deklariation vum Här Jean Asselborn, Ausseminister, iwwert d'Europa- an d'Aussepolitik. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, den Här Goerens, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Henckes. Als éischte Riedner huet elo den honorabelen Här Marcel Glesener d'Wuert. Här Glesener!

### 4. Débat sur la politique européenne et étrangère

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Kolleginnen a Kollegen, Här Minister, fir d'alleréischte géif ech gären am Numm vun der CSV-Fraktioun eise Ausseminister villmools Merci soe fir sän opschlussräichen Iwwerbléck iwwert déi Lëtzeburger Aussepolitik. Et ass déi éischte Kéier wou den Här Asselborn a senger Fonctioun als

Ausseminister dat hei am Numm vun der Regierung konnt maachen. Mir félicitéieren him fir déi Aart a Weis wéi hien dat hei gemaach huet.

Mir stelle fest, datt sech an der Aussepolitik eng Kontinuitéit ganz kräfteg bemierkbar mécht. Dat ass och gutt esou. Geännert huet de Stil, deen ureegend an och erfrischend ass, an deen och vu Kompetenz begleet ass, an, souwäit wéi mer erfuer hunn, och am Ausland Uklang fënnt. Här Ausseminister, eis Félicitatioun!

*(Interruption)*

Et gëtt Realitéiten, Här Grethen.

**M. Henri Grethen (DP).** - Ech soen näischt méi, Här President.

*(Interruption)*

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Zënter der leschte Kéier, wou mer hei iwwert d'Aussepolitik diskutéiert hunn, ass vill Waasser d'Bach erfogelaf. Do hätte mer fir d'alleréischte d'Europäesch Unioun, wou mer méttlerweil zu 25 a geschwënn zu 27 um Dësch sëtzen. Aner Länner wéi d'Türkei, Kroatien, Bosnien-Herzegowina, Serbien-Montenegro, Albanien a Mazedonien klappen un d'Dier. Zënter dem Échec vun de Referenden iwwer eng europäesch Constitutioun - a Frankräich an an Holland - stécht d'Europäesch Unioun bis un d'Oueren an enger, fir net ze soen déiwer, mä an enger Kris. D'Fro nom Zil an de Grenze vun der Europäescher Unioun stellt sech haut méi wéi jee.

Lëtzebuerg - an dat soll ee soen - huet sän Engagement fir Europa méi wéi gutt an der éischter Halschent vun dësem Joer ënner Beweis gestallt. D'Lëtzebuerger Présidence kann een nëmmen als gelonge bezeichnen. Lëtzebuerg huet et fäerdeg bruecht, a wichtege europäeschen Dossiere weiterzecommen an Europa weiterzeféieren. Ech denken do zum Beispill un d'Reform vum Stabilitéitspakt oder d'Reorientéierung vun der Lissabon-Reformagenda. Deen eenzege Bémol war deen, datt mer et net fäerdeg bruecht hunn, een Accord iwwert déi europäesch Finanzperspektive fir 2007/2013 ze fannen. Wéi mer wëssen awer net duerch eis Schold.

Wat d'Présidence betrëfft, géif ech dann och nach eng Kéier eise Ausseminister Merci soen, well et ass och sän Engagement wéi och dat vun all senge Mataarbechter, och an den Ambassaden, am Ausland an der Représentation permanente, d'Engagement vun de Mataarbechter hei am Ausseministère, déi et méiglech gemaach hunn, datt eis Présidence zu esou engem grouse Succès ginn ass.

Mir kënnen eis erënneren, datt den Terrorismus d'lescht Joer ganz staark am Mëttelpunkt vun eise Débat stoung. Och haut bleift et widerhin en trauregen Deel vun der heiteger Realitéit. No den Attentater vu Madrid, Bali a Casablanca beweisen déi rezent Attentater vu London an Amman op en Neits, datt den Terrorismus keng Grenze kennt a virun näischt Halt mécht. Et gëtt ze denken, datt déi islamisteschen Terroristen emol net méi zécken, an hirer eegener Mëtt zouzeschloen. D'Virgangsmethode gläiche sech ëmmer méi. Zillscheiwe spille keng Roll méi, hei geet et just nach dorëms, esou vill Leit wéi méiglech an den Doud ze rappen.

Den Islam, niewent aneren Alibien, dëngt als Rechtfertigung am Kampf géint de Westen a seng Wäerter, oder déi Regimer, déi hinnen no stinn. De Kampf géint den Terrorismus ass besonnesch schwéier, well en esou heimtückesch ass a well en net op eng eenzeg Ursaach zrëckzeféieren ass. Hei heescht et, op ville Fronten dergéint unzekämpfen. Dëst ass just méiglech wann esou vill